

Article original

Voirie et luttes urbaines à Yaoundé

Ferdinand MBEN LISSOUCK

Département de Sociologie, Université de Yaoundé 1/ Laboratoire Camerounais d'Études et de Recherche sur les Sociétés Contemporaines (CERESC).

Auteur correspondant : ferdinand.mben@univ-yaounde1.cm/
mlf300@yahoo.fr

Article soumis, le 05/11/2025 et accepté, 06 février 2026

Réf : AUM13(1) - N° SPECIAL 1

Résumé : Les études urbaines à l'échelle globale montrent que la ville, pour les marginaux, est d'abord un espace de luttes où ces derniers se battent quotidiennement pour conquérir et/ou conserver leur droit de cité. A Yaoundé, les ronds-points et carrefours du centre-ville et des quartiers sont régulièrement le théâtre d'affrontements parfois violents, entre l'autorité publique et les commerçants de rue. Cependant, si les travaux qui prennent pour objet le commerce de rue font florès en Afrique et au Cameroun, force est de constater qu'ils ont tendance à classer cette pratique dans la catégorie des «désordres urbains» et à la traiter en conséquence. Cette contribution étudie la prolifération du commerce sur la voie publique dans les rues de Yaoundé sous l'angle des luttes urbaines dont l'enjeu est la lutte pour la conquête et/ou la conservation du droit à la ville. Et, pour mettre en exergue le rapport entre urbanisation, économie informelle et luttes urbaines à Yaoundé, cette étude privilégie une approche essentiellement qualitative. À cet effet, outre l'observation directe in situ, un échantillon constitué d'une quinzaine de responsables du Ministère de l'habitat et du développement urbain et des mairies, ainsi qu'une trentaine d'acteurs du secteur informel, ont été interviewés. Les résultats indiquent une perception différentielle des usages des voies de communication de Yaoundé entre gouvernants et gouvernés. Pour les premiers, la voirie est un élément central du city marketing; alors que pour les commerçants marginaux, celle-ci est d'abord un outil de production du pain quotidien, dans cette société de disette chronique.

Mots clés : City-marketing, commerce de rue, droit à la ville, luttes urbaines, urbanisation.

Road infrastructure and urban challenges in Yaoundé

Abstract : *Global urban studies show that the city, for marginalized people, seems to be a space of struggle where they fight in a daily basis to conquer their right to the city. In Yaoundé, the roundabouts and intersections of the city at the central level and its neighborhoods are regularly the scene of violent clashes between public authorities and actors in the informal economy. Since studies on marginal economy in Cameroon tend to classify it in the category of "urban disorder," this contribution aims to study informal economy at the national level as "a struggle for life". And, to highlight the relationship between urbanization, the informal economy, and urban struggles in Yaoundé, this study favors an essentially qualitative approach. In addition to direct in situ observation, a sample of around fifteen officials from the Ministry of Housing and Urban Development and cites council plus about thirty informal sector actors were interviewed. The results indicate a differential perception of the uses of Yaoundé's communication routes between those who govern and those they govern. For the former, the road network is a central element of city marketing; while for marginal traders, it is primarily a tool for producing daily bread in this society of chronic scarcity.*

Key words : *City-marketing, right to the city, informal economy, urban struggle, urbanization*

Introduction

Les villes camerounaises sont des marchés à ciel ouvert où les pratiques légales et illégales, des pratiques morales et immorales se côtoient! Ce constat peut être fait par n'importe quel acteur: citadin, touriste, missionnaire...qui parcourt les rues des villes locales et singulièrement des grandes métropoles comme Yaoundé. Ici, vous avez des « tourne-dos », ces restaurants de fortune, des sortes de « fast-foods » à la Camerounaise ; là vous avez des vendeurs à la criée (chaussures, vêtements, médicaments, outils du quotidien...), à leurs côtés des « Bayam-sellam », ces revendeurs et revendeuses des denrées périssables achetées auprès des paysans et paysannes; plus loin, vous rencontrez des fournisseurs de services (exploitants de photocopieurs, point de transfert d'argent numérique ou de crédit téléphonique...); Les autres, vous ne les verrez pas. Mais ils sont là aussi, les « done men », terme qui pourrait se traduire par « personnes achevées; ou personnes dont la vie n'a plus grand chose à offrir ». Ce sont les « soutireurs », ces

sortes de « pickpockets » des villes et métropoles locales qui vous dépouillent discrètement de vos biens (téléphones, porte-monnaie...). Pour tout dire, le Cameroun est désormais un *jardin sacré de la débrouillardise* où le licite et l'illicite, le moral et l'immoral se côtoient quotidiennement (Kengne Fodouop, 2018, p.30).

L'économie informelle en soi, encore appelée débrouillardise, existe dans les villes camerounaises depuis la colonisation. Ville cruelle (Eza Boto, 1954) est un des premiers textes qui, dans la littérature française locale, en ont fait une peinture réaliste en parlant de ces rues de Tanga qui pendant la colonisation grouillaient de « *manœuvres, petits commerçants, cuisiniers, boys, marmitons, prostituées, [...], rabatteurs, escrocs, oisifs* » (Eza Boto, *idem*, p.21). En post-colonie, un autre auteur camerounais lui emboîte le pas et parle de « *La ville d'Eborzel [qui] était inondée de petits tailleurs et de petites couturières qui mettaient en faillite les grandes maisons de confections tenues par les commerçants grecs et libanais* » (Nanga, 1980, p. 28).

Pour ce qui est des sciences humaines au niveau local, elles vont fortement s'intéresser à l'économie informelle au lendemain de l'accession du Cameroun à l'indépendance. Jean-Marc Ela en sociologie et Kengne Fodouop en géographie sont les pionniers dans ce domaine. À leur suite, une floraison de travaux sera produite par des chercheurs locaux et étrangers. S'il est difficile de présenter l'ensemble de ces recherches, tant la littérature sur le sujet est abondante, il est par contre possible de classer cette production en fonction d'hypothèses explicatives majeures.

La première est celle de l'inventivité des gens d'en-bas, cette classe laborieuse des villes camerounaises « *qui n'attend pas qu'un pouvoir centralisé et lointain résolve ses difficultés. Elle se jette à l'eau, avec le seul système de la débrouillardise, pour améliorer, jour après jour, sa vie quotidienne avec les moyens du bord* » (Ela, 1983, p.158). L'impression qui se dégage, ici, est que la débrouillardise est une stratégie d'adaptation à ce qui est considéré comme une économie africaine de traite (Kengne Fodouop, 2015).

La seconde hypothèse est celle de la vitalité des métiers du secteur informel de par «*la gamme des activités qu'ils recouvrent, les ressources financières qu'ils mobilisent, les bénéfices que leurs pratiquants en retirent, la place qu'ils tiennent dans l'approvisionnement de la ville*» Kengne Fodouop, 1991, p. 8).

Mais cette vitalité du secteur informel a poussé certains auteurs à émettre, de façon implicite, l'hypothèse de l'échec des politiques publiques de l'emploi, qui sont rendus responsables du développement tentaculaire du secteur informel en Afrique et au Cameroun :

Lorsqu'étaient lancées au début des années 1960, les premières études scientifiques sur l'économie informelle en Afrique sud-saharienne, on pensait que celle-ci était un phénomène passager, un vestige du passé qui disparaîtrait progressivement à mesure que les structures d'accueil modernes de l'emploi absorberaient davantage de main d'œuvre. Or, depuis, elle n'a cessé de gagner du terrain au point de mobiliser de nos jours, 70% de la force de travail et en moyenne 40% du PIB des États de la région (Kengne Fodouop, 2000, p. 21).

Mais cette vitalité du secteur informel a pour effet pervers la production des désordres urbains selon ce même auteur. Cette hypothèse de la débrouillardise productrice des désordres urbains est fécondée par des auteurs de la nouvelle génération dont certains en ont répertorié les divers aspects : « *occupations anarchiques du domaine public ; insalubrité ; dégradation des infrastructures et équipements publics ; problème de circulation ; nuisances et pollution* » (Owona Ndounda, 2020, p 122.) Pour tout dire, la débrouillardise en actes couvre tous les aspects des désordres dits urbains évoqués ici.

L'une des choses que la jeune génération de chercheurs sur les questions de débrouillardise est d'être sortie des sentiers battus pour montrer que l'économie informelle, dans sa pratique, dépasse le seul cadre de la survie. Ces derniers défendent de fait l'hypothèse entrepreneuriale. Parmi ces chercheurs il y a ceux qui voient en la débrouillardise une « *stratégie d'entrée dans la petite prospérité* » (Morillas, 2012), une marginalité créatrice qui permet une « *insertion dans les affaires [formelles]* » (Meliki, 2022, p.4), en

ceci que les activités de rue permettent (désormais ?) un «*cheminement entrepreneurial inédit dans une société d'exclusion*» (Meliki, 2025, p.98).

Au demeurant, toutes ces lectures s'accordent pour inscrire la débrouillardise soit dans une sorte lutte pour la survie, une espèce de *struggle for life* (Nga Ndongo, 2002) qui permet aux citadins des villes africaines et camerounaise d'échapper à la misère urbaine, soit qui leur permet d'entreprendre pour accéder à la petite prospérité.

Contrairement à ces recherches, ce travail qui épouse la perspective néo-marxiste et qui voudrait s'inscrire dans la continuité des travaux de (Henri Lefebvre, 1967) et de (Manuel Castells, 1974), considère que la ville (les marginaux notamment) est d'abord et avant tout un espace de luttes où les citadins se battent quotidiennement pour conquérir et/ou conserver leur droit de cité.

La recherche prend appui sur un double constat : le premier est que la pratique de l'économie informelle participe de la lutte pour la survie et/ou d'un cheminement entrepreneurial; pour ce qui est du second, il donne à voir que cette lutte pour la survie passe par l'appropriation des espaces urbains stratégiques (rues, ronds-points et abords des feux de signalisation...), qui permettent aux débrouillards de tirer profit, de façon optimale, de la pratique de cette économie informelle.

Or, il se trouve cette requalification de ces espaces est aussi un coup porté à l'esthétique des villes ; et un galvaudage de leur fonction première de fluidification de la circulation urbaine. C'est ainsi que dans une ville comme Yaoundé, les ronds-points, carrefours du centre-ville, abords des feux de signalisation du centre-ville est des quartiers périphériques sont régulièrement le théâtre d'affrontements parfois violents, entre l'autorité publique et les acteurs de l'économie informelle (Meliki, 2016). Des affrontements qui semblent faire rejouer sans cesse à la ville camerounaise une version particulière du mythe de Sisyphe, oscillant entre une «*violence administrative et une indocilité populaire* » (Mben, 2011)

sans cesse renouvelées. Pour comprendre les raisons qui expliquent la permanence de cette « violence perpétuelle », ce travail formule l'hypothèse suivante: les luttes urbaines autour des voies de circulation à Yaoundé proviennent d'une perception différentielle de l'espace par les édiles de la ville d'une part; et par les débrouillards d'autre part. En effet, pour les dirigeants de Yaoundé, la voirie est un élément central du *city marketing*; alors que pour les commerçants marginaux, celle-ci est d'abord un outil de production du pain quotidien, dans une société de disette chronique.

1. Matériels et méthodes

1.1. La débrouillardise et les luttes urbaines à Yaoundé: les espaces et les acteurs

Ceux qui connaissent bien Yaoundé pour y avoir vécu, ceux qui y vivent et surtout ceux qui sont en quête d'un terrain constructible savent que la voirie est un l'élément symbolique qui détermine ou non le caractère urbain d'un espace. La grammaire sociale permet davantage de l'appréhender. Des expressions telles « qu'il n'y a pas encore de route là-bas, c'est encore le village » ou, à contrario, « c'est déjà la ville. La route est déjà goudronnée », montrent bien que dans l'imaginaire des Camerounais et des Yaoundéens, le goudron est un élément important d'urbanisation et/ou de modernisation urbaine.

Cette recherche qui s'intéresse aux enjeux sociaux de la voirie, élément symbolique de la modernisation urbaine à Yaoundé a choisi d'étudier deux sites particuliers: Le centre-ville de Yaoundé et le Carrefour Nkolbisson. Le choix de ces deux sites n'est pas anodin. Le centre-ville de Yaoundé (constitué d'un centre administratif) est la partie de la ville qui a connu le plus grand nombre d'opération de rénovation urbaine. En effet, «dans la mesure où le centre administratif et commercial est le lieu de passage des délégations étrangères et des touristes, il semble important, pour les dirigeants camerounais, d'en faire une vitrine » (Mben, 2019, p 118). Le choix du Carrefour Nkolbisson provient de ce que cet espace est une espèce de centre commercial de la

commune d'arrondissement de Yaoundé 7, créée en 2007, la dernière-née des communes de Yaoundé. En dehors du fait que ces deux sites font office d'espace central, l'une des particularités de ces deux espaces est les principales rues y sont utilisées comme espace commerciaux par les acteurs de l'économie informelle. Par ailleurs des affrontements entre gouvernants et acteurs de l'informel y sont quasi-quotidiennes. Le travail a voulu comprendre pourquoi depuis les années 1960 les dirigeants de Yaoundé ont du mal à éjecter les débrouillards du centre-ville. Mais également pourquoi le dernier arrondissement intégré dans le périmètre urbain de Yaoundé fait face aux mêmes difficultés.



Carte 1: Zone d'étude à Yaoundé.

Source : Rapport PDU Yaoundé 2020, modifié par Ferdinand Mben Lissouck

1.2. Étudier la débrouillardise : la parole aux acteurs

Une des critiques qui ont été formulées à l'encontre des premiers chercheurs sur les questions de débrouillardise est qu'ils

font «souvent l'impasse sur les discours des acteurs » (Meliki, 2022, p.4). Cette contribution a voulu corriger ce biais. Pour cela elle s'est appuyée sur des données de type ethnographique pour rendre compte, d'une part, de la manière dont les mairies et l'administration centrale travaillent à faire des certains segments de la ville des sortes de *vitrines urbaines* dans une perspective de *city marketing* ; d'autres part, il s'est agi de questionner les stratégies mobilisées par les acteurs du secteur informel pour tirer profit de la ville rénovée. Cette ethnographie s'est matérialisée au travers d'une observation directe qui a commencé en 2008 et qui ne s'est jamais arrêtée jusqu'à ce jour. À cela se sont ajouté des entretiens semi-directs avec des acteurs du secteur informel et des responsables des mairies (Mairie de la ville de Yaoundé et Mairie de la commune de Yaoundé 7).

Au total, en 16 ans, les entretiens semi-directifs ont été conduits par ces acteurs. Au total 45 personnes ont été interrogées au sujet de leur perception de la modernisation urbaine conduite par les édiles de Yaoundé depuis l'atteinte par le Cameroun du point d'achèvement de l'Initiative en Faveur des Pays Pauvres très endettés. Concrètement, une première collecte d'information s'est effectuée de septembre à décembre 2009 dans le cadre d'un travail de Master ; puis, de décembre 2012 à janvier 2013 dans le cadre de la préparation d'un colloque sur le cinquantenaire de l'Institut de Formation et de Recherche Démographique ; par la suite cette collecte s'est poursuivie de juin 2014 à mars 2016 dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie ; enfin une dernière série d'entretien a été conduit de février à mars 2025.

L'une des particularités de cette collecte de données est qu'elle s'inscrit dans le temps long et souvent avec les mêmes acteurs de l'informel ou les mêmes services techniques des mairies et des ministères de tutelle. Au total, l'enquête a concerné 30 acteurs du secteur informel, 4 responsables du ministère de l'habitat et du développement urbain, 6 responsables des services techniques de la mairie de la ville de Yaoundé et 5 responsables des services techniques de la mairie de Yaoundé 7. Tandis que les entretiens

avec les responsables du ministère de tutelle et des mairies sont unanimes sur le fait que la lutte contre les désordres urbains vise à préserver la sécurité, la durabilité et l'esthétique des espaces aménagés centraux et périphériques, les entretiens avec les acteurs de l'informel révèlent que ces espaces aménagés sont des sites qui offrent d'abondantes opportunités économiques au débrouillards de par le nombre importants d'usagers qui transitent par ces sites au quotidien.

Au-delà de ces entretiens, les analyses s'appuient aussi abondamment sur des données secondaires provenant essentiellement de la deuxième enquête de l'INS sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2010 (EESI2) ; et de la troisième enquête l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2022 (EESI3).

2. Résultats

Depuis la crise économique des années 1980 et la mise du Cameroun sous ajustement structurel, le secteur informel a connu dans le pays, une progression quasi-exponentielle (Ela, 1983). En milieu urbain, l'économie non structurée, est à la base de la plupart des actes de désordre urbain (Kengne Fodouop, 1991) dont l'une des manifestations les plus visibles est l'occupation anarchique des espaces, pour le commerce.

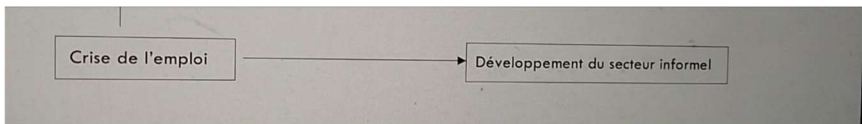
2.1. « L'éthique de la débrouillardise » dans les villes camerounaises : une transformation des imaginaires sociaux

Selon les statistiques officielles produites par l'Institut National de la Statistique (INS), le taux d'informalité au Cameroun se situe à 90,5% en 2010 contre 90,4% en 2005 (INS, 2011: p 47). Selon le même institut, «le sous-emploi global touche 77,6 % d'actifs âgés de 15 ans ou plus, soit plus de 6,5 millions d'actifs occupés en 2014.» (INS, 2020, p.4). Au-delà de ces chiffres importants, ce qui est important est de noter que « par rapport au secteur d'activité, on constate que 32,7% des travailleurs du secteur informel exercent dans le secteur de l'industrie, 32,3% dans le secteur du commerce et 35% dans le secteur des services. » (INS, 2022, P. 28). Ainsi, les

secteurs du commerce et des services totalisent pour eux-seuls 67,30% des activités du secteur informel. Et les rues des villes camerounaises sont effectivement les espaces les plus prisés par ces acteurs dans des contextes où les marchés formels peinent à répondre à la demande d'espaces marchands d'une part ; et d'autre part du fait que les artisans de l'informel n'ont pas toujours les moyens d'acquérir des comptoirs dans les marchés structurés des villes camerounaises.

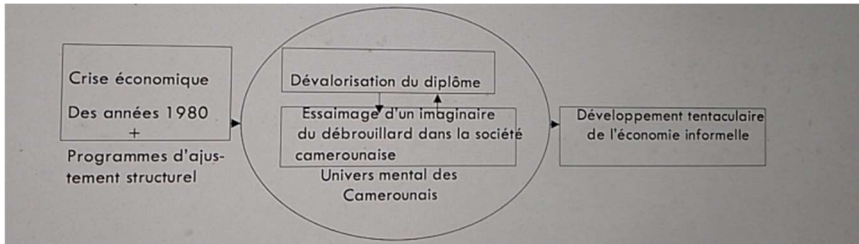
Pour lutter contre les désordres urbains causés par les débrouillards, le Gouvernement camerounais a mis sur place un certain nombre de structures et programmes : Le PIAASI (Programme d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel), le PAJER-U (Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine), le FNE (Fonds National de l'Emploi) dont l'une des missions principales est d'assister la jeunesse camerounaise dans la recherche ou l'autocréation d'emplois. A côté de ces institutions, l'APME (Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises) a été créée pour faciliter la migration des UPI vers le secteur formel. Cependant, les faits observés montrent que ces structures n'ont pas permis de lutter efficacement contre cette débrouillardise.

Une des raisons explicatives est peut-être que la débrouillardise n'est plus seulement une question d'absence d'emplois. De notre point de vue l'hypothèse classique schématisée ci-dessous ne fait plus sens :



Elle doit, à notre sens, être dépassée. Car, au-delà de cette dimension visible, il faudrait élargir la compréhension des causes de l'inflation du secteur non conventionnel de l'économie, par une analyse plus poussée de la dimension invisible de la société urbaine camerounaise. Et pour ce faire, cette étude, tout en tenant compte du contexte économique des années 1980 au Cameroun, met en rapport la dévalorisation du diplôme, l'essaimage de l'imaginaire

du débrouillard au sein de la société camerounaise et la prolifération du secteur informel selon le schéma suivant:



Ainsi loin de contester la pertinence de l'impact de la variable purement économique présentée plus haut sur le développement de l'emploi non structuré, nous pensons que cet impact ne fait sens que si on prend en compte son incidence sur la transformation des mentalités des citoyens camerounais en général, et plus spécifiquement des citoyens de Yaoundé. En effet, même les personnes ayant des emplois formels, aujourd'hui, se débrouillent. En effet, «au Cameroun, la débrouillardise fait partie de l'arsenal des puissants comme des faibles » (Kengne Fodouop, 2015, p.30) Pour tout dire, l'économie non structurée au Cameroun n'évolue plus complètement aux antipodes du système scolaire, ni d'ailleurs aux antipodes de l'emploi formel.

2.2. Le débrouillard, cette figure complexe des villes camerounaises

En effet, il s'observe une transformation des imaginaires qui fait que si l'école reste la voie royale pour qui veut changer de statut ; (travailler dans la haute administration étant un des symboles de la réussite au Cameroun), l'informel est également devenu un créneau aussi bien pour ceux qui s'en servent comme tremplin pour des lendemains meilleurs (certains écoliers, élèves, étudiants et autres salariés), que pour ceux qui ont décidé de l'utiliser comme canal d'émergence (jeunes en situation d'échec scolaire ou jeunes migrants sans emploi en provenance des villages ou d'autres villes, le plus souvent secondaires).

Cette mutation des imaginaires est également visible dans le fait que les acteurs du secteur informels, les débrouillards, ne sont plus perçus aujourd'hui comme «des ratés», «ceux que l'école a dépassé», tant il est vrai que certaines figures, présentées comme des modèles de réussite sociale, ont fait fortune après avoir démarré dans l'informel. C'est le cas du défunt milliardaire camerounais Fotso Victor, considéré comme un modèle de réussite et de bien d'autres dont les parcours scolaires ne sont pas fameux. Beaucoup de figures de réussite qui, pour la plupart, ont très tôt abandonné leurs études ou ne sont pas du tout allés à l'école, semblent inspirer depuis quelques décennies les jeunes générations et poussent certains à abandonner leurs études pour se «lancer dans les affaires»

D'un autre côté, les faits observés montrent qu'aujourd'hui la débrouillardise a cessé d'être la planche de salut d'une catégorie précise de la population, notamment, les sans-emplois. Nous avons par exemple rencontré des salariés de la fonction publique camerounaise, qui malgré leur statut, continuent d'opérer dans ce secteur d'activité. Depuis plus de 10 ans, Cyprien, enseignant d'informatique dans un lycée de la place est toujours propriétaire d'un salon de coiffure au Carrefour Nkolbisson. D'après ce dernier, «la coiffure est mon premier amour. C'est le métier qui m'a permis d'entrer dans la vie active. Je ne peux pas laisser tomber cette affaire simplement parce que je continue de vivre de mon salon. On le sait tous, un fonctionnaire camerounais normal qui ne compte que sur son salaire ne peut pas boucler ses fins de mois convenablement»¹.

Par ailleurs, le salon de coiffure de Cyprien est passé de salon de coiffure pour homme à un salon de coiffure mixte avec deux employés. Un constat qui conforte l'idée défendue par (Meliki, 2025) selon laquelle l'informel dépasse le seul cadre de la survie pour épouser désormais une logique entrepreneuriale, avec une

¹ Entretien du 03 février 2025.

socialisation observable de nombreux jeunes camerounais à l'économie de la débrouillardise.

Ainsi tout observateur des rues de Yaoundé peut faire ce constat: beaucoup de ce jeune, surtout les plus petits qu'on pourrait situer dans la catégorie des 10- 13 ans dont la plupart sont encore des élèves ou des écoliers pratiquent des activités de commerce sur les trottoirs et dans les marchés ; notamment pendant les vacances, les mercredis soir, les week-ends et les jours fériés. Toutes choses qui montrent en effet, une socialisation primaire à la débrouillardise.

La société camerounaise en général et la société urbaine de manière particulière, semble être en effet désormais caractérisée par une économie psychique de la débrouillardise. En réalité,

Dans ce pays où la puissance publique a abdiqué ses responsabilités dans bon nombre de domaines, où trouver un emploi dans les secteurs d'économie moderne public et privé relève de l'exploit, et où la pauvreté gagne chaque jour du terrain, des millions de citoyens et de ruraux se démènent comme de beaux diables pour pouvoir satisfaire leurs besoins fondamentaux. La solution que les uns et les autres ont trouvée, est de se saisir de toutes les opportunités bonnes ou mauvaises qui s'offrent à eux pour survivre ou améliorer leur quotidien. Oui, au Cameroun, règne pour ne pas dire triomphe depuis longtemps, l'esprit de débrouillardise. (Kengne Fodouop, 2015, p. 18)

L'analyse du contexte social montre en effet que cette économie psychique est présente dans la cellule sociale de base qu'est la famille. En scrutant en effet l'éducation familiale dans notre capitale politique, on peut s'apercevoir du fait que l'une des idées reçues et ancrées dans les imaginaires est qu' «un vrai homme est celui qui se bat», ou «un vrai homme est celui qui apprend tout et qui peut tout faire», «celui qui jongle ». Dans cette perspective, l'école formelle, par exemple, à elle seule ne suffit plus à former un homme ; celui-ci doit savoir se «débrouiller».

C'est d'ailleurs selon cette posture qu'il faut lire l'occupation des plus jeunes pendant les vacances, les week-ends et les jours fériés ci-dessus évoquée. Car, s'il est admis que les activités commerciales des enfants pendant les «temps libres» , selon leurs parents, servent à résoudre certains de leurs problèmes, notamment

ceux d'ordre scolaire, on ne peut plus aujourd'hui, éluder le fait qu'il s'agit aussi pour eux d'apprendre à se battre dans la vie, dans un contexte où l'école n'arrive plus aisément à assurer sa fonction de mobilité sociale.

La photo ci-dessus illustre un peu la cristallisation de cette éthique de la débrouillardise dans les villes camerounaises

Photo 1: Une débrouillardise qui brandit son statut de « jongleuse » dans un supermarché



Photo, Ferdinand MBEN, le 21 avril 2025

Au regard de ce qui précède il y a, visiblement, un changement progressif des valeurs qui fait que dans la ville de Yaoundé aujourd'hui, tout le monde ou presque se débrouille, «débrouiller n'est pas voler» entend-t-on souvent dire ça et là. Tout le monde « jongle », il y a même désormais une hiérarchie de « jongleurs », une catégorie « jongleur de luxe » tend même à émerger comme le montre la photo ci-dessus. Conséquence directe, la capitale politique camerounaise est devenue un capharnaüm, c'est «chacun qui fait son petit métier». Les marchés n'arrivent plus à contenir un flux de plus en plus important de commerçants et autres artisans. De nombreuses rues de la cité capitales à certains moments de la journée sont impraticables. Tout ceci conduit inévitablement à la cristallisation des désordres urbains faisant de ceci un «un casse-

tête permanent dont les traitements doivent sans cesse s'adapter.»
(Élouga, 2010, p.15)

3. Discussion

L'élite politico-administrative, depuis les années 1960, aménage ou rénove de manière permanente les centres urbains des villes camerounaises. Pour ce qui est de Yaoundé, le centre-ville constamment rénové et les centres commerciaux des communes d'arrondissement de cette ville permettent à l'élite dirigeante de faire une espèce de «city marketing».

Cependant, pour les acteurs du secteur informel, ces endroits, par le fait qu'ils drainent quotidiennement un flux important de migrants, sont avant tout des outils de production du pain quotidien.

Cette double perception de l'espace du centre rénové entre gouvernants et gouvernés, est à la base d'un usage fonctionnel de l'espace public central qui diffère selon le groupe social auquel les acteurs appartiennent.

Pour les dirigeants locaux, la modernité urbaine est devenue un fonds de commerce touristique par le biais du *city-marketing* qui, comme l'indique cet anglicisme, consiste à donner une belle image de sa ville afin de la rendre attractive, tant pour les touristes que pour les investisseurs étrangers.

Pour obtenir ce résultat, l'autorité publique utilise notamment son monopole de la violence physique légitime. Cela se décline en un certain nombre d'opérations : l'intimidation policière ; la confiscation des marchandises ; la dispersion brutale des foules ; la destruction des «squats» ; la détention provisoire des commerçants «récalcitrants» ; la privation de liberté ; la multiplication visible des postes de police le long des grandes artères des villes locales.

Cependant, malgré cette «démonstration de force» des gestionnaires des villes de camerounaises, les faits à Yaoundé, montrent que l'économie déviante et criminelle continue de

prosperer dans ces villes en général, et au niveau des centres rénovés en particulier.

Les mécanismes de résistance mis en place par les acteurs du secteur informel de l'économie dont le support d'activité est l'espace public, au fur et à mesure que les gouvernants « durcissent le ton », sont effectivement de plus en plus «sophistiqués.»: il y a d'un côté les tactiques mises en place par les acteurs déviants de l'économie informelle; de l'autre, il y a celles développées par les acteurs délinquants et/ou criminels du secteur informel. Parmi les tactiques déviantes, il y a entre autres : la stratégie du baluchon ; «l'itinérance» des vendeurs; le colportage; la vente aux «heures creuses».

Pour ce qui est de Yaoundé, le constat qui peut se faire à l'heure actuelle est que « les marchés spontanés se portent bien, et développent même des mécanismes d'immunité les plus sophistiqués» (Elouga, *ibidem*) ; toute chose qui fait de la lutte contre les désordres sur la voie publique, une véritable pierre de Sisyphe pour les édiles de la capitale politique du Cameroun.

Conclusion

Au demeurant, cette étude a voulu mettre en exergue le rapport entre urbanisation, économie informelle et luttes urbaines à Yaoundé, elle a privilégié une approche essentiellement qualitative. Elle a mis en exergue l'idée d'une perception différentielle des usages des voies de communication de Yaoundé entre gouvernants et gouvernés. Pour les premiers, la voirie est un élément central du *city marketing* ; alors que pour les commerçants marginaux, celle-ci est d'abord un outil de production du pain quotidien, dans cette société de disette chronique. Par ailleurs, voir dans la prolifération de l'informel uniquement une des conséquences de la crise de l'emploi ne suffit plus à expliquer ce phénomène si l'on ne rentre pas dans les structures mentales des citoyens de Yaoundé pour voir en ce développement exponentiel de l'activité informelle, une conséquence de l'hyper valorisation de l'idée de débrouillardise au Cameroun en général et dans la société urbaine de manière plus

précise, depuis l'avènement de la crise économique des années 1980 au Cameroun et la mise du pays sous ajustement structurel. Même si cette étude s'est voulue essentiellement qualitative, et qu'il aurait été plus pertinent encore, d'analyser les proportions des individus selon les différentes catégories sociales (non diplômés, diplômés du secondaire, diplômés du supérieur, jeunes scolarisés, fonctionnaires) pour voir le poids de chacune des catégories, ce secteur précis de l'économie, ce travail a le mérite de montrer que c'est la transformation progressive des imaginaires sociaux, qui, plus que la seule nécessité économique, qui est directement à la base développement tentaculaire de l'économie informelle dans la ville de Yaoundé. Pour les édiles de la ville, il est désormais indispensable, dans la lutte contre les désordres urbains, de prendre en compte le fait que l'économie informelle n'est pas seulement une activité pour «désœuvrés», mais bien un créneau pour de nombreux citoyens aux conditions sociales diverses et variées. L'aborder donc sur le simple prisme de la promotion des emplois salariés risque, - au même titre que l'usage répété de la violence physique légitime au sens wébérien du terme- ne pas résoudre efficacement, à notre sens, le problème des désordres urbains à Yaoundé. Au-delà de tout ce qui précède, des études ultérieures pourraient s'occuper des problèmes de détournement des deniers publics à l'échelle nationale, pour voir le rôle joué par cet imaginaire du débrouillard dans le développement de ces pratiques malgré les précautions prises par les pouvoirs publics, Kengne Foudouop, (2015) a déjà balisé ce chemin, il ne reste plus qu'à le féconder davantage.

Références bibliographiques

Castells Manuel, 1974, *Luttes urbaines*, Paris, Maspéro, 130 p.

DIAL et DCN, 1993, «Le secteur informel à Yaoundé, principaux résultats : enquêtes 1-2-3 », Yaoundé, 28 p.

Diakité Tidiane, 1986, *L'Afrique malade d'elle-même*, Karthala, Paris, 162 p.

Ela Jean-Marc, 1983, *La ville en Afrique noire*, Karthala, Paris, 219 p.

Élouga Éric, 2010, « Désordre urbain le casse-tête permanent », in *Cameroon tribune* n° 9630/5831 du 30 juin 2010, P 15.

Eza Boto, 1954, *Ville cruelle*, Paris, Présence africaine, 224 p.

Institut National de la Statistique (2011), Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun EESI2, disponible sur www.statistics-cameroon.org, consulté le 06 août 2012.

Institut National de la Statistique (2020), *Changement de base des comptes nationaux en 2016, mesure de l'économie informelle*, disponible sur www.statistics-cameroon.org, consulté le 21 avril 2020.

Institut National de la Statistique (2022), *Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun EESI3*, disponible sur www.statistics-cameroon.org, consulté le 20 avril 2025.

Laval Bernard, 1985, « Les relations entre les marchés du travail moderne et informel: le cas de Yaoundé », in Jean-Marc Penouil et Jean-Pierre Lachaud (1985), *Le développement spontané: les activités informelles en Afrique*, A. Pedone, Paris, pp 179-194.

Lefebvre Henri, 1967, « Le droit à la ville », In *L'Homme et la société*, N. 6, pp. 29-35.

Kengne Fodouop, 1991, *Les petits métiers de la rue et l'emploi au Cameroun : le cas de Yaoundé*, SOPECAM, Yaoundé, 163 p.

Kengne Fodouop ,2000, « À travers le temps et l'espace: l'irrésistible expansion du secteur informel dans les pays du Sud », in Kengne Fodouop et Alain Metton (dir), *Économie informelle et développement dans les pays du Sud à l'ère de la mondialisation*, Yaoundé, PUY, p. 9-51.

Kengne Fodouop,2010, « Le secteur informel, stratégie d'adaptation à l'économie de traite en Afrique sud saharienne »,

Maîtrise de l'Espace et développement en Afrique, Tome 1. État des lieux, Karthala, Paris, pp.172-188

Kengne Fodouop, 2015, *Cameroun jardin sacré de la débrouillardise*, Paris, l'Harmattan, 478 p.

Mbaya Kakwenda et al., 1999, *La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne*, Economica, Paris, 473 p.

Mben Lissouck Ferdinand, 2019, « Aménagement urbain et transaction sociale dans les villes camerounaises post-PPTE : entre logiques publiques et pratiques sociale », Yaoundé, Université de Yaoundé 1, thèse de doctorat en sociologie, 444 p.

Meliki Hughes Morell, 2016, «La jeunesse dans la politique des usages de l'espace public urbain au Cameroun :entre répression diurne et légitimité nocturne», Universität Bern, Bern, Suiza, Tsantsa, vol. 21, pp. 73-85.

Meliki Hugues Morell, 2022, « La marginalité créatrice : jeunesse urbaine et terrains nocturnes de l'autofinancement entrepreneurial au Cameroun », *Émulations, Varia*, En ligne. Mise en ligne le 16 novembre 2022.

Meliki Hugues Morell, 2025, « Les biographies entrepreneuriales de rupture: s'accomplir par la rue chez les jeunes au Cameroun », in *Revue Jeunes et Société*, volume 8, numéro 2, 2025, pp. 98-129.

Mengue Marie-Thérèse et al., 2004, *Comprendre la pauvreté au Cameroun*, PUCAC, Yaoundé, 386 p.

Mechtild Maurer, 1992, *Tourisme, prostitution, sida*, Paris, l'Harmattan, 182 p.

Nanga Bernard, 1980, *Les Chauves-souris*, Paris, Présence africaine, 281 p.

Naudet Jules, 2012, «Mobilité sociale et explications de la réussite en France, aux Etats-Unis et en Inde», *Sociologie* 2012, vol. 3, n°1, pp 39-59.

Nga Ndongo Valentin, 2000, «Violence, délinquance et insécurité à Yaoundé (information générale)», disponible sur www.unhabitat.org, consulté le 19 décembre 2009.

Noah Awana Alain, 2014, *Le Messenger*, N° 4035, du mardi 11 mars 2014, p.5

Owona Ndounda Nicolas Noël Chabanel, 2020, «Les marchés nocturnes de rue à Yaoundé (Cameroun). Entre système D et désordre urbain », in Luc Gwiazdzinski et al, *Night studies regards croisés sur les nouveaux visages de la nuit*, Paris, Elya, pp. 117-137.

Tsassa Célestin, 2004 , «Analyse économique de la pauvreté » in Marie-Thérèse Mengue et al. (2004), *Comprendre la pauvreté au Cameroun*, PUCAC, Yaoundé, pp 47-63.